

**Texte** Marie-Catherine Villatoux,  
chargée de recherche au SHD  
**Photos et source** SHD/air

**Qui se souvient encore de l'installation de bases américaines sur le territoire français dans les années cinquante ? Concrétisation visible de la signature du Pacte atlantique en avril 1949, cette présence étrangère sur le territoire national, inédite hors période de conflit, suscite aujourd'hui encore l'intérêt des historiens comme du grand public.**

À la fin des années quarante, la guerre froide est à l'ordre du jour. La perspective d'une invasion de l'Europe occidentale par les forces soviétiques apparaît alors comme un scénario hautement probable pour les états-majors occidentaux. Les États de la « vieille » Europe, sortis exsangues de la guerre, ne sont plus en mesure d'assurer leur propre défense et doivent s'en remettre aux États-Unis pour faire face à la menace venue de l'Est. Les différents chocs de l'année 1948, prise du pouvoir par les communistes à Prague le 25 février et début du blocus de Berlin le 24 juin, agissent comme un

*Ci-contre, un F-102 Delta Dagger, le premier chasseur à aile delta, qui fut versé à des unités de l'US Air National Guard. Inspiré des appareils allemands de la Seconde Guerre mondiale, il sert un temps en Europe sur les bases américaines de l'Otan.*

catalyseur dans la prise de conscience par les responsables occidentaux de la nécessité de protéger l'Europe de l'Ouest au plus près possible de la zone d'influence soviétique. La présence éventuelle de troupes américaines en France est ainsi envisagée avant même la signature, le 4 avril 1949, du Traité de Washington. Ce dernier, qui donne naissance à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), permet de donner forme à un projet qui va prendre une ampleur bien supérieure à celle initialement envisagée.

C'est en effet dans le cadre d'accords de défense mutuelle que l'Alliance atlantique définit le principe de l'établissement de bases Otan sur le territoire des États membres, qui doivent accueillir pour l'essentiel des forces américaines mais aussi, dans une moindre mesure, canadiennes. Le 27 janvier 1950, un accord entre la France et les États-Unis est ratifié tandis que dès le 4 novembre de la même année les premiers contingents américains débarquent sur le territoire national. La France constitue alors la principale base avancée des États-Unis en Europe avec la présence des deux principaux états-majors



# Une présence inédite





## La montée en puissance de l'«US Air Force in Europe» est rapide

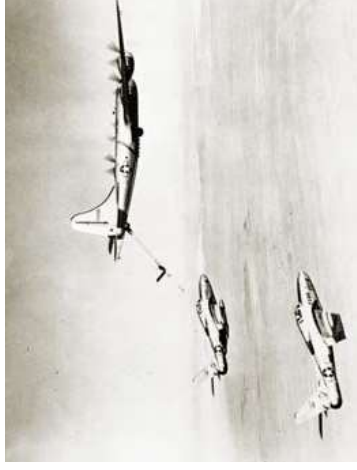
Otan, le QG Centre-Europe à Fontainebleau et le quartier général suprême des forces alliées en Europe (ou SHAPE) à Rocquencourt, ainsi que le QG de l'armée américaine en Europe, à Saint-Germain en Laye. L'implantation d'aérodromes fait également l'objet d'accords bilatéraux, le premier conclu le 27 février 1951 concernant le site de Châteauroux où doit être aménagé un centre logistique et d'entretien de matériel aéronautique. Un second accord, signé le 31 octobre 1951, autorise l'aviation américaine, l'USAFE ou *US Air Force in Europe*, à utiliser les terrains de Bordeaux-Mérignac, Laon, Chaumont et Toul. C'est finalement le 4 octobre 1952 que la question des installations et des aérodromes mises à la disposition de l'USAFE en métropole est définitivement réglée. A cette date, le projet de bases aériennes Otan en Europe se

sur le territoire français en 1952, l'USAFE atteint un pic de 20 000 hommes sept ans plus tard. Lorsqu'en 1966, la France quitte le commandement militaire intégré de l'Otan, le personnel des forces aériennes américaines représente encore 11 000 hommes.

La présence américaine en France n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes liés au respect de la souveraineté nationale. À cet égard, il convient de souligner que les accords passés entre les deux puissances alliées se révèlent extrêmement favorables aux Américains. Ces derniers obtiennent ainsi le commandement effectif des bases dont ils assurent la sécurité, de même que le contrôle de la circulation aérienne de leurs appareils. La France est simplement représentée sur les installations américaines par des détachements de liaison qui assurent la coordination entre les deux autorités. Les mouvements d'appareils qui transitent au-dessus de l'hexagone et les activités aériennes alliées sont contrôlés par la MCLAAA (Mission centrale de liaison pour l'assistance aux armées alliées), organisme créé en novembre 1950. En pratique, le faible nombre de représentants français sur les bases Otan limite fortement leur capacité de contrôle.

Toutes les bases installées en Europe sont construites selon un plan standard conçu par l'Alliance atlantique. Très caractéristique, la base Otan se reconstruit à une centaine de kilomètres de Paris, situées à la défense des centres décisionnels assurent la puissance du dispositif alliés. La montée en puissance du dispositif est rapide puisque de 6 000 hommes présents

*Ci-dessus, un North American F-100C super Sabre de l'US Air Force vu au concours international de tir de Cazaux en 1958. Page de droite, une prise de vue aérienne du terrain de Chambley, en 1962. En haut à droite, le ravitaillement en vol de la RF-84 F Thunderflash par un Boeing B-29 Biron.*



un principe de dispersion, de telle sorte qu'en cas de frappe aérienne adverse le nombre d'avions détruits soit le plus faible possible. L'aviation américaine en France se veut alors un dispositif de projection complet en Europe, regroupant tout à la fois des unités de frappe nucléaire et

conventionnelle, de défense aérienne, de reconnaissance, de ravitaillement en vol et de transport ainsi que de guerre électronique. Les pistes des aérodromes Otan voient ainsi stationner tour à tour des RF-

84F Thunderflash de reconnaissance, des intercepteurs F-86D Sabre Dog, des F-102 Delta Dagger et autres Voodoo.

La présence américaine en France revêt une dimension sociale et culturelle dont les répercussions à moyen et à long terme ont bouleversé la société française dans son ensemble. Loin de se limiter à quelques dizaines de milliers de soldats, la population américaine dépasse le chiffre de 100 000 personnes à la fin des années 1950. Les troupes ne viennent généralement pas seules mais accompagnées de leur famille pour une affectation en moyenne de trois ans. Avec ces familles, c'est l'*American Way of Life* qui arrive en

France et fascine une population à peine sortie des rationnements et des privations de la guerre. Les installations américaines sont un sujet d'étonnement pour les habitants des villes moyennes autour desquelles les bases sont implantées. Ces bâtiments des plus modernes, avec parfois un hôpital, un théâtre, un cinéma, un gymnase, un terrain de sport, une chapelle, disposent de tous les services auxquels est habituée la population outre-Atlantique. Parmi ces derniers, le magasin coopératif, l'AFEX (*Air Force Exchange*), apporte aux mères de famille tous les produits qu'elles ne peuvent trouver en Europe (whisky, disques de rock et de jazz, jeans, etc.), symboles de cette société de consommation que les Français découvrent avec émerveillement.

Toutefois, dès 1959, en raison de différents facteurs politiques, militaires et économiques, plusieurs bases Otan sont mises en sommeil tandis que l'activité générale décroît progressivement.

## La base Otan se reconnaît à son infrastructure «en marguerite»

Lorsqu'en 1966, le général de Gaulle annonce sa décision de retirer la France du commandement intégré de l'Otan, il laisse aux Américains un an pour évacuer les sept bases encore en activité : Evreux, Châteauroux, Toul, Laon, Phalsbourg, Chaumont et Etain. Dès juin 1966, l'opération «Frelon», d'évacuation des troupes américaines est lancée et en 1967, l'Etat récupère les installations et les bâtiments dont il est propriétaire. La plupart des sites reviennent aux forces armées, telles la base d'Evreux utilisée par l'armée de l'air ou celle de Laon transformée en caserne au profit des forces terrestres. ■

